



9° CONGRÈS AMIENS. 1974 Contribution au débat



Tribune Socialiste n° 636 du 29 novembre 1974. Page 11

Bernard Ravenel (DPP, responsable du secteur international)

Stratégie internationale et lutte pour le socialisme

Les activités internationalistes du parti doivent s'inscrire dans tout le passé, dans tous les acquis qui sont les nôtres. Leur richesse, notre attachement à leur égard ne peuvent nous dispenser de la nécessaire réflexion théorique et politique qui nous a fait trop souvent défaut et qui devrait nous doter d'un cadre stratégique cohérent de référence. Aussi il est nécessaire et urgent d'organiser dans le parti un large débat sur les problèmes internationaux qui pourrait se conclure par un Conseil National. Dans cette perspective il est possible de présenter dès maintenant quelques axes de réflexion.

Il faut que nous sortions d'un certain type de travail international, conçu en termes de « spécialisation », extérieur à notre activité d'ensemble ; notre pratique dans ce domaine doit s'appuyer sur nos analyses des luttes sociales et politiques auxquelles nous participons et sur leurs répercussions sur le combat anti-impérialiste. Nous avons à nous interroger sur le lien entre la lutte de classes en France et cette lutte à l'échelle internationale. Au moment où nous entamons un débat sur le programme de lutte pour le pouvoir des travailleurs et de transition au socialisme, nous devons nous poser la question du débouché international de notre stratégie se référant au départ à une réalité sociale et politique nationale. L'urgence nous en paraît d'autant plus grande que nous ne décidons évidemment pas du rythme des événements et qu'il ne s'agit donc pas d'attendre les conditions sociales pour définir et mettre en pratique notre stratégie à ce niveau.

En particulier le Chili a bien montré que l'intervention américaine prenait différents aspects (économique — les « multinationales, sociaux — rapports avec la bourgeoisie du pays, militaires et policiers — rapports avec forces nationales de répression) ; il est donc nécessaire de procéder à une étude concrète de ces liens et cela avec le maximum de liaisons internationales.

Lutte anti-impérialiste et lutte pour le socialisme

La crise actuelle aggrave l'hégémonie de l'impérialisme américain sur les pays capitalistes développés et sur les pays dits sous-développés ne disposant pas soit de ressources énergétiques et minérales soit de la maîtrise de ces ressources (cf. Chili). Comment accentuer notre effort de solidarité anti-impérialiste, tant dans notre soutien aux pays remettant en cause la domination des forces impérialistes sur le marché mondial que dans nos liens avec les pays écrasés à l'heure actuelle par l'impérialisme ?

Il s'agit donc de considérer aujourd'hui la nature des forces et interlocuteurs qui se battent contre l'hégémonie américaine. Une coordination de ces forces, en particulier au niveau européen, ne peut se faire que sur une base à la fois anti-impérialiste et anticapitaliste.

Au niveau mondial, cette lutte anti-impérialiste est menée à des degrés divers et sous des formes spécifiques par des mouvements de libération nationale et des Etats assez divers (au Moyen-Orient, dans le Sud-Est asiatique et en Amérique Latine, etc.). Nous n'avons pas à marchander notre solidarité à ces forces qui mènent un combat d'une difficulté extrême (Indochine, Palestine). Mais ce soutien aux Etats en lutte contre l'impérialisme et aux mouvements de libération nationale ne peut nous dispenser ni d'une analyse des forces sociales qui composent ces mouvements ou soutiennent ces Etats, ni de leurs



orientations politiques. Nous devons les analyser en termes socialistes et révolutionnaires afin d'en discerner les limites et, par conséquent, de fixer le caractère de nos rapports avec eux.

Il s'agit donc pour nous de lier et d'assurer les nécessités d'une politique anti-impérialiste — en fonction d'une appréciation du rapport des forces — et notre non moins nécessaire autonomie politique et idéologique permettant d'aider à l'émergence d'une stratégie socialiste s'appuyant sur un bloc social plus homogène, car la garantie de la permanence et de l'approfondissement d'une politique anti-impérialiste conséquente réside dans l'approfondissement de la lutte des classes interne, comme les exemples de Cuba et du Chili l'ont bien démontré.

Outre cet aspect principal de la signification actuelle de la lutte anti-impérialiste, il nous faudra en même temps :

1°) réfléchir sur la nature des liens que nous devons avoir avec les organisations politiques de pays qui envoient des travailleurs en France ; cela concerne surtout le FLN pour l'Algérie, le MES (Mouvement de la Gauche socialiste) pour le Portugal, le PDUP-Manifesto pour l'Italie ;

2°) réfléchir sur les critères politiques et idéologiques que nous devons considérer en ce qui concerne les organisations révolutionnaires avec lesquelles des formes de coopération permanente doivent être établies (refus du « stalinisme », de la social-démocratie, sectarisme, dogmatisme, implantation dans la classe ouvrière, stratégie de contrôle, perspective autogestionnaire, ligne de masse, etc..) ;

3°) poser le problème des pays dits socialistes dans la mesure où la crédibilité de notre stratégie dépend aussi de la façon dont nous nous situons par rapport à la nature sociale et politique de ces régimes, Deux questions doivent être présentes à l'esprit à ce moment là. D'abord quel type d'appui peut-on attendre de ces pays en cas de renversement du régime en France et d'accès de la gauche au pouvoir en France ? D'autre part comment éviter l'accusation d'anti-communisme tout en posant la nécessité d'un débat et d'une analyse approfondie des systèmes sociaux en vigueur permettant de mieux fonder nos rapports avec l'opposition de gauche de ces pays comme la Tchécoslovaquie ?

Bernard Ravenel
(DPP, responsable du secteur international)